



Jeunes en avant ?

L'E.C.N. de « Force-Ouvrière » qui s'est réuni à Amiens les 5 et 6 mai 1956 a revêtu une ampleur exceptionnelle. Cela, pour deux raisons...

D'une part, la nature des deux points de l'ordre du jour : l'Algérie, et les méthodes de la situation particulière qu'occupe « Force-Ouvrière dans le monde syndical et politique.

Pour l'Algérie, les jeunes socialistes, ceux qui comptent sur le syndicalisme réformiste pour appuyer la politique colonialiste en Afrique du Nord en furent pour leurs frais. Mieux : leurs espérances furent déçues.

Le second point de l'ordre du jour était au moins aussi important. La discussion en fut pourtant moins animée, du moins si l'on en croit le compte rendu des débats paru dans l'organe officiel de la confédération.

Les débats furent d'ailleurs peu clairs. La question était-elle posée trop tôt ? Cette question était la suivante : la confédération syndicale « Force-Ouvrière » doit-elle se maintenir dans le cadre traditionnel du syndicalisme ?

Le mot de « travailisme » fut prononcé. Mais le débat tourna court. En vérité, Richard et ses amis n'ont pas su ou voulu expliciter leurs positions. Ce fut pas un travailisme qui fut évoqué.

Le C.C.N. n'en a pas vu. Les raisons des uns n'étaient pas les raisons des autres. Quand la Charte d'Amiens (1) est évoquée, Richard n'est certain que de certaines choses.

« D'ici là, pas mal d'eau aura passé sous les ponts, c'est-à-dire que des lettres auront eu lieu. Rien de tel pour provoquer des changements de position. »

Mais quand Bothureau conclut : « La cause du travailisme est celle qui nous fait gagner », nous ne savons pas vers quel côté est le pôle.

Cette position n'est pas définitive. Les échéances aux élections municipales, départementales, régionales et nationales et les dirigeants ouvriers sont lourds à l'avenir.

« D'ici là, pas mal d'eau aura passé sous les ponts, c'est-à-dire que des lettres auront eu lieu. Rien de tel pour provoquer des changements de position. »

Unité d'action contre la guerre, la répression et le fascisme

UN RASSEMBLEMENT A CLERMONT-FERRAND

700 à 800 PERSONNES se sont rassemblées à la Maison du Peuple de Clermont-Ferrand, le 6 mai, pour demander la paix en Algérie, malgré la mobilisation d'importantes forces de police : CRS, gendarmes, gardes mobiles, etc.

Cette réunion était due à l'initiative du Comité pour la Paix et la fin de la répression en Algérie qui se manifeste depuis février 1956. De nombreux travailleurs algériens avaient répondu d'autre part à un appel du MNA.

Anglard, professeur, militant O.V.C.T., président. Les nombreux orateurs prirent la parole : Marchat, de la Nouvelle Gauche ; Dupuis, du M.L.P. ; Artois, du U.D.-C.G.T., sous le nom de son organisation les Algériens en lutte contre l'ennemi commun, le capitaine Raymond Guillaud de la Nouvelle Gauche qui conduisit une délégation de Manglieu ; maire socialiste, conseiller communiste, lieutenant Vigier, de l'U.D.-C.G.T. ; Kergand, du Mouvement de la Paix ; Carrière, du Comité Étudiant pour les problèmes d'outre-mer ; Tchepchet et Wongli, étudiants d'outre-mer, qui annoncèrent que le gouvernement français rencontrerait les mêmes difficultés avec la lutte des peuples d'Afrique noire ; Mme Santoni, députée des Mées, qui lut un programme « administratif » annonçant le décès d'un jeune clermontois, victime d'un accident, dire émis au caduc en Algérie. Valet, de la Jeune République ; Albert, secrétaire fédéral du P.C.F. ; Eardin, fonctionnaire, qui affirma la solidarité de combat des travailleurs algériens et français ; le représentant du Parti Communiste Internationaliste (trotskyite), qui dénonça l'aggravation de la situation après le vote des pouvoirs spéciaux ; Mme Laroche du Comité des Mées.

Un communiqué du Mouvement National Algérien fut lu par un membre du Comité pour la Paix en Algérie. Toute l'assistance affirma avec force son désir d'agir pour obtenir la paix en Algérie par la satisfaction des revendications du peuple algérien. Ce rassemblement a été un succès. Avant d'être dispersés, les participants ont signé un communiqué qui précise que par l'absence totale des fascistes qui subirent un cinglant échec le 25 avril 1956, ils ont permis à l'Algérie française, ainsi que nous en informons les lecteurs de « LA VÉRITÉ » dans l'article ci-dessous.

CONTRÉ les pouvoirs spéciaux. Région de la S.N.C.F., voyons-nous plus loin. Le 14 mars, une délégation (BODEAU LAURENT DE FO, THIÉRY, AUBERT, MEUNIER des Cadres) est reçue par CHAMPÉDIX, cette entrevue s'est déroulée dans une atmosphère de compréhension et de confiance. On a compris, mais ce n'est pas tout le non des cheminots que ces gens doivent parler et entendre. Nous ne sommes pas pour la défense des biens des gros colons.

Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale appelle les travailleurs de tout établissement à manifester chaque fois que les libertés, aux contre-manifestations qui peuvent être organisées par les Comités de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale.

Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale appelle les travailleurs de tout établissement à manifester chaque fois que les libertés, aux contre-manifestations qui peuvent être organisées par les Comités de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale.

Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale appelle les travailleurs de tout établissement à manifester chaque fois que les libertés, aux contre-manifestations qui peuvent être organisées par les Comités de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale.

Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale appelle les travailleurs de tout établissement à manifester chaque fois que les libertés, aux contre-manifestations qui peuvent être organisées par les Comités de Défense des Libertés Démocratiques de la Bibliothèque Nationale.

Union sacrée

« Notre action n'est pas menée en vue d'abattre le gouvernement... François Billoux, au Comité Central du PCF. « Nos voix ne manquent pas au gouvernement... Georges Bidault, au Congrès du MRP.

F.L.N. ?

(Suite de la première page.) que Benbela-Khidder, Lahoué, etc., ont cédé la direction du F.L.N. Car ce sont eux les dirigeants du F.L.N. Donnons deux preuves... La première, une interview du F.L.N. publiée par « Le Monde » du 3-2-56 (reproduit dans le numéro de mars de « Résistance Algérienne » organe du F.L.N.)

« Il n'y a jamais eu de question d'union sacrée entre le F.L.N. et les autres organisations de la résistance algérienne... Mais j'espère que l'union sacrée sera conclue à la conférence au Maroc le 27-4-56, Abbas a déclaré en réponse à une question... »

« L'incident concernant l'erreur de traduction dans le texte de la dépêche anglaise est révélateur au plus haut point. Sans nous attarder sur le moment et la portée politique de cette affaire, relevons : 1) Que la dépêche anglaise contenait effectivement la partie contestée par Fehat Abbas ; 2) Que Fehat Abbas de son propre chef a écrit dans la dépêche ; 3) Qu'après une vive discussion, Benbela a publiquement confirmé son accord avec Fehat Abbas ; 4) Que Fehat Abbas a déjà réussi : a) Des « conseils » de « modération » ont été émis par lui et des engagements de dents de Benbela.

Ainsi, le F.L.N. — dans la mesure où l'on peut admettre que Benbela-Khidder, Lahoué-Yazid, etc., le dirigent jusqu'à l'arrivée de Fehat Abbas — caractérisait ses derniers moments voulant que « l'acte de l'Administration arborer l'arbre de l'Armée de Libération Nationale » (juin 55).

Puis, en février 56, comme des « politiciens » dans le texte de la dépêche de l'Administration et de politiciens de nation pour la presse du F.L.N. La photo publiée par la presse sur laquelle on voit Fehat Abbas présider la réunion fut prise par un journaliste qui avait été contraint d'abandonner la direction du F.L.N. à Abbas-Klouane. Ces derniers n'ont pas fait de l'union sacrée fidèle à leur orientation réformatrice. Une orientation dont Ahmed Francis traitait en ces termes la situation : « Nous ne pouvons plus rien. Les choses sont sorties de nos mains... »

« Quel que soit le commentaire en fait, il faut la porter. Rappelons seulement que : Meahdi Hadj est strictement verrouillé à Bellefleur ; Mohammed Merbah, secrétaire général du F.L.N. a été évacué à l'étranger pour éviter la prison ; Mohammed Maroc, l'un des principaux dirigeants du F.L.N., a été arrêté le 30 avril par D.S.T.

« Ces mesures nécessaires des sommes considérables. On les prendra ? Il faudra tout faire pour éviter le recours à une partie des fonds accumulés par le F.L.N. dans l'économie nationale grâce à l'accroissement des ventes de la production du travail, à l'application d'un régime de stricte économie, à la suppression de certaines prodigalités, à une nouvelle compression de l'appareil administratif et financier (on connaît l'antienne) Il sera peut-être opportun d'allouer à cette fin une partie des fonds qui ont été occasionnés par la baisse des prix de détail. Il faudrait donc, dans l'attente d'une telle opération, des baisses des prix, moins importantes qu'aujourd'hui, afin qu'une partie des fonds soit réservée à la Caisse des prix servie à l'usage de mesures préventives... »

« Le bureaucratisme soviétique ne servira pas son système de caste parasitaire en prenant des mesures nécessaires qui n'écarteront en aucune façon les conséquences dans lesquelles elle maintient toute la société soviétique. Mais les travailleurs mesurent-ils la situation dans laquelle se trouve leur force croissante. Et s'empareront de cette situation nouvelle pour entamer une lutte organisée contre l'inégalité sociale. Cela les conduira inévitablement à chasser le bureaucratisme soviétique et à rétablir la démocratie soviétique... »

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Sociétés Parisiennes d'Impression, rue Bazinier - Paris (9e)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Sociétés Parisiennes d'Impression, rue Bazinier - Paris (9e)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Sociétés Parisiennes d'Impression, rue Bazinier - Paris (9e)